

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240419-8604-DE-1-1  
Date de télétransmission : 26/04/2024  
Date de réception préfecture : 26/04/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**  
Directeur général



**Pas de Calais Habitat**  
4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 19 AVRIL 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

**Excusé** : Madame DUHEN qui a donné pouvoir à Monsieur LEROY.

TERRITOIRES ARRAS - BETHUNE - LENS LIEVIN - HENIN-CARVIN Charte  
d'engagement Pas-de-Calais habitat et le groupement de coopération  
sociale et médico-sociale "Défi autonomie seniors"

---

Direction politique clients et solidarités  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

#### **I- CONTEXTE**

Dans le cadre des actions spécifiques proposées en faveur des locataires seniors du parc du logement social, Pas-de-Calais habitat souhaite mettre en place une action de proximité sur les agences : Arras St Pol – Bonnettes, Béthune Centre, Hénin-Beaumont -Montigny en Gohelle, Osartis Marquion, Avion, et Bully les Mines.

Le territoire Côte d'Opale et Audomarois n'est pas éligible géographiquement au dispositif.

#### **II - UN PARTENARIAT AVEC LE GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET**

## **MEDICO-SOCIALE « DEFI AUTONOMIE SENIORS »**

Face au vieillissement de la population, a émergé au niveau national, une volonté de mutualiser les moyens des organismes de sécurité sociale dans le domaine de la prévention santé.

Dès lors, début 2017, les caisses d'assurance retraite des Hauts de France ont créé le groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) : « Défi autonomie seniors », qui a pour mission de déployer des actions de prévention, d'éducation à la santé, ainsi que toutes actions visant à préserver l'autonomie des personnes vieillissantes.

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale Défi autonomie seniors est composé de :

- la CARSAT Nord-Picardie,
- le RSI Nord Pas-de-Calais et le RSI Picardie,
- la MSA Nord Pas-de-Calais et la MSA Picardie.

Il propose des conventions avec des structures ou des associations qui seraient à même de déployer les outils utilisés. Il organise aussi la formation, l'encadrement et le suivi des animateurs.

Le dispositif est renouvelé en 2024 et veut permettre le « aller vers » et répondre au plus près aux besoins des habitants-séniors.

Le groupement de coopération sociale et médico-sociale « Défi autonomie seniors » a souhaité développé le dispositif auprès des bailleurs sociaux, qui par leurs activités d'accompagnement social et d'adaptation des logements deviennent eux aussi prescripteurs sur les territoires.

### **III - PRÉSENTATION DU PROJET**

Le Défi autonomie séniors, c'est une offre de service sous deux formes :

- un parcours lié aux besoins des séniors : recensement des besoins, montage d'un projet global en complémentarité avec l'offre locale existante, puis anticipation de l'offre de suite en fin de parcours
- un parcours découverte : proposition d'une offre plus généraliste permettant d'introduire des sujets puis de recenser ensuite des besoins plus précis pour déployer un parcours adapté.

Ces deux parcours se traduisent par la mise en place d'ateliers thématiques (chez l'individu ou en atelier/conférence) :

- |                         |                             |
|-------------------------|-----------------------------|
| - Le bien vieillir      | - Activité physique adaptée |
| - Bien être             | - Mémoire                   |
| - Sommeil               | - Nutrition                 |
| - Prévention des chutes | - Mobilité                  |
| - Santé numérique       | - Passage à la retraite     |

- Prévention santé
- Vie affective et sexuelle des seniors

Chaque action est encadrée par un prestataire professionnel et formé à développer le dispositif défi autonomie sénior.

Afin de recenser les besoins des personnes âgées résidant sur ces agences, un recueil des besoins sera fait par l'équipe de proximité par le biais d'un questionnaire simplifié.

Le traitement des besoins affinera l'offre de prestations et répondra aux attentes des bénéficiaires.

Il sera développé en partenariat avec les acteurs locaux à compter de septembre 2024 sur :

- l'agence d'Arras St Pol – Bonnettes,
- l'agence de Béthune Centre : Résidence Vauban et Résidence Mont Liébaut,
- l'agence Hénin-Beaumont -Montigny en Gohelle
- l'agence rurale Osartis Marquion : béguinages Vitry en Artois - rue de la Gare et rue du Midi,
- l'agence d'Avion, et de Bully les Mines.

#### IV - FINANCEMENT DU PROJET

Cette offre entièrement gratuite permet d'apporter un accompagnement complémentaire au maintien dans le logement et tout particulièrement dans les territoires ruraux. Elle est une première réponse à la reconquête sociale du territoire et à l'accompagnement des seniors en milieu rural (béguinages) mais aussi en milieu urbain collectif ou individuel.

#### V - LES ENGAGEMENTS DU GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE « DEFI AUTONOMIE SENIORS »

Le Défi autonomie seniors s'engage à :

- **mettre à disposition les éléments nécessaires à la mise en place d'une étude de besoins** (conférence, document de recueil des besoins),
- **apporter son aide à la promotion des actions** (création de supports, campagne d'e-mailing, réseaux sociaux),
- **promouvoir**, en lien avec le partenaire, **l'offre de suite présente sur le territoire**
- **proposer une animation de qualité et conviviale.**
- **former et faire intervenir les prestataires intervenants en fonction du besoin recensé.**

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- **Étudier les besoins des seniors et construire**, en lien avec le chargé de projet, **le parcours de prévention** en adéquation avec les besoins recensés,
- **Communiquer auprès des seniors locataires dès 55 ans**, de la commune et des communes limitrophes,
- **Sensibiliser les seniors** à l'importance de suivre l'ensemble des modules d'un

- même atelier,
- **Construire une liste de 10 participants minimum** pour un atelier, 30 participants minimum pour une conférence,
  - **Travailler sur l'offre de suite ou l'orientation des individus sur une offre de proximité** en lien avec le chargé de projets.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la charte d'engagements entre Pas-de-Calais habitat et le groupement de coopération sociale et médico-sociale « Défi Autonomie Seniors », et à la signer.

Décision adoptée à l'unanimité

Entre les soussignés

D'une part,

Défi autonomie seniors, Groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS), dont le siège social est situé 33 Rue du Grand But à CAPINGHEM (59160), représenté par [REDACTED], agissant en qualité de Responsable régionale, dûment habilitée,

Ci-après dénommé « Défi autonomie seniors »

D'autre part,

Pas-de-Calais Habitat, Office Public de l'Habitat, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial ayant son siège social à ARRAS (62000), 4 Avenue des Droits de l'Homme, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Monsieur Bruno Fontalirand, agissant en qualité de Directeur général, dûment habilité,

Ci-après dénommé « Le partenaire de proximité »,

Engagements de Défi autonomie seniors	Engagement du partenaire de proximité
<b>CONTACTS</b>	
Préciser le représentant disponible et investi du pouvoir de décision, qui sera l'interlocuteur privilégié du partenaire de proximité :	Désigner un représentant disponible, qui sera l'interlocuteur principal du chargé de projet dans la construction du parcours de prévention :
[REDACTED]	[REDACTED] Siège de Pas-de-Calais habitat - 4 avenue des Droits de l'homme à Arras
<b>PARCOURS DE PREVENTION</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre à disposition du partenaire les éléments nécessaires à la mise en place d'une étude de besoins (conférences, document de recueil des besoins, etc.),</li> <li>Co-construire avec le partenaire de proximité le parcours de prévention en adéquation avec les besoins recensés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recenser les besoins des seniors locataires de Pas-de-Calais habitat sur la base des documents communiqués par le chargé de projets et sur les sites suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'agence d'Arras St Pol – Bonnettes,</li> <li>- l'agence de Béthune Centre : Résidence Vauban et Résidence Mont Liébaut,</li> <li>- l'agence Hénin-Beaumont -Montigny en Gohelle</li> <li>- l'agence rurale Osartis Marquion : béguinages Vitry en Artois - rue de la Gare et rue du Midi,</li> <li>- l'agence d'Avion, et de Bully les Mines.</li> </ul> </li> <li>Co-construire le parcours de prévention en adéquation avec les besoins recensés.</li> </ul>

## COMMUNICATION

- Fournir les éléments de communication nécessaires à la mise en œuvre des actions ; les éléments de communication « Défi autonomie seniors » sont fixes, seuls les éléments ci-après sont personnalisables : logo du partenaire, commune de réalisation (et non adresse complète), contact pour les inscriptions. Aucune autre information ne pourra être ajoutée.
- Participer à la promotion de l'action en lien avec le partenaire grâce à une promotion de l'action sur le site internet de Défi autonomie seniors au sein du calendrier des actions et de la cartographie ainsi que sur les réseaux sociaux et auprès d'éventuels partenaires de proximité du territoire avec lesquels des projets ont déjà été mis en place (mairie, CCAS, collectivité...) ainsi qu'à la file active des participants Défi autonomie seniors
- Fournir au partenaire le document « Liste des inscrits ».
- Intégrer le bandeau « Défi autonomie seniors » sur tous les supports de communication réalisés et les envoyer au chargé de projets pour validation ou utiliser les supports de communication mis à disposition par Défi autonomie seniors.
- Communiquer auprès des seniors dès 55ans, qui sont locataires de Pas-de-Calais habitat, de la commune et des communes limitrophes, en amont et dès la programmation de l'atelier (Courriel, courrier, affiches, tissu local...).
- Sensibiliser les seniors à l'importance de suivre l'ensemble des modules d'un même atelier
- Construire une liste de 10 participants minimum pour un atelier.
- Construire une liste de 30 participants minimum pour une conférence.
- Alerter le chargé de projet si le minimum de participants requis ne semble pas pouvoir être atteint dans les temps impartis.
- Compléter, dans son intégralité, la liste des inscrits (document fourni par le chargé de projet).
- Prendre contact avec tous les participants pour leur rappeler la tenue des ateliers au moins une semaine avant le lancement.

## LOGISTIQUE ET ANIMATION

- Organiser les actions sollicitées dans leur intégralité en mettant en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution, et en respectant le référentiel national et son adaptation régionale.
- Faire la promotion, en lien avec la structure accueillante, de l'offre de prévention existante sur le territoire ou autres actions organisées dans la proximité.
- Proposer une animation conviviale.
- Transmettre la liste des inscrits au chargé de projet, 10 jours avant le démarrage de l'action
- Mettre à disposition un espace accueillant et avec le matériel nécessaire (chaises, tables, café/thé).
- Faire la promotion en lien avec Défi autonomie seniors de l'offre de prévention existante sur le territoire ou autres actions organisées dans la proximité en fonction des besoins exprimés.
- Prévenir le chargé de projet Défi autonomie seniors, le plus rapidement possible en cas de changement de dates ou d'horaires ou annulation.

EVALUATION	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmettre le questionnaire d'évaluation « Partenaire » à la structure partenaire.</li> <li>• Informer sur l'offre de suite ou l'orientation des individus sur une offre de proximité et fournir les éléments aux individus en dernière séance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'engager à faire un retour sur la qualité des ateliers grâce au questionnaire « Partenaire » remis par le chargé de projet.</li> <li>• Travailler sur l'offre de suite ou l'orientation des individus sur une offre de proximité et fournir les éléments aux individus en dernière séance, soit directement, ou par l'intermédiaire du chargé de projets.</li> </ul>

Les actions proposées par Défi autonomie seniors, représentent un coût financier important supporté par les caisses de retraites et les partenaires financiers, ainsi la mise en œuvre des projets doit se faire en bonne intelligence entre les 2 parties, en faveur des attentes et besoins des seniors du territoire.

### 1. Clause résolutoire :

En cas de non-respect des engagements mentionnés ci-dessus, la mise en place du projet pourra être remise en cause.

Ainsi, la présente charte pourra être dénoncée sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des deux parties en cas de non-respect des engagements repris ci-dessus.

### 2. Election de domicile :

Pour l'exécution de la présente charte, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

### 3. Loi applicable et Règlement des litiges :

La présente charte est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente charte, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

A défaut, les litiges pouvant résulter de l'application des présentes relèvent de la compétence de la juridiction territorialement compétente.

### 4. Code de conduite :

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).



En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que définie dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

## 5. Règlement général sur la protection des données

Dans le cadre de leurs relations, les Parties aux présentes sont amenées à échanger des informations confidentielles et notamment des données à caractère personnel qui doivent être protégées.

Les Parties s'engagent ainsi à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

- Au sens du présent article :

Donnée à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres ;

Personne concernée : personne physique à laquelle se rapportent les données qui font l'objet du traitement ;

Traitement de données : toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction ;

Fichier : tout ensemble structuré et stable de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés ;

Responsable du traitement : l'entité qui, seule, détermine les finalités et les moyens du traitement ;

Responsable conjoint de traitement : l'entité qui, conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ;



Sous-traitant : l'entité qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

Délégué à la Protection des Données : personne chargée de mettre en œuvre la conformité au règlement européen sur la protection des données au sein de l'organisme qui l'a désignée s'agissant de l'ensemble des traitements mis en œuvre par cet organisme ;

Destinataire : toute personne habilitée à recevoir communication des données autres que le Responsable de traitement, le Sous-traitant, et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter les données ;

Tiers autorisés : les autorités légalement habilitées dans le cadre d'une mission particulière ou de l'exercice d'un droit de communication, à demander au Responsable de traitement de leur communiquer des données personnelles ;

Les Parties agissent en qualité de Responsables conjoints de traitement et s'engagent à :

- assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées et effectives pour être en mesure de démontrer que le traitement de données à caractère personnel est effectué conformément au RGPD ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- effectuer, si besoin, les formalités nécessaires auprès des autorités de contrôle compétentes et remplir leurs obligations dans le cadre des activités réglementées ;
- le cas échéant, tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées sous leur responsabilité ou pour le compte d'un tiers, et coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, mettre le registre précité à sa disposition ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du contrat ; l'obligation de confidentialité des parties continuera après expiration des présentes, aussi longtemps que lesdites informations n'auront pas été rendues publiques ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;
- respecter les dispositions de l'article 28 du RGPD en cas de sous-traitance des données ;
- respecter les dispositions des articles 44 et suivants du RGPD en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers situé hors de l'Union européenne ;
- garantir les droits des personnes concernées et traiter dans les meilleurs délais toute demande

provenant d'une personne concernée par le traitement de données, dans l'exercice de ses droits tels que prévus par la réglementation sur la protection des données ;

- communiquer, dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à l'autre partie de s'acquitter de ses obligations légales:

- toute demande reçue directement des personnes concernées sans répondre à cette demande, à moins que l'autre partie ait été expressément autorisée à le faire ;

- toute violation de données à caractère personnel entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données ;

- toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière ;

- Point de contact DPO Pas de Calais habitat : [dpo@pasdecalais-habitat.fr](mailto:dpo@pasdecalais-habitat.fr)
- Point de contact DPO Défi autonomie seniors : [contact@defi-autonomie-seniors.fr](mailto:contact@defi-autonomie-seniors.fr)

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- coopérer avec l'autre Partie pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;

- mettre à la disposition de l'autre Partie la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'autre Partie ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;

- à l'expiration de la durée maximum de conservation des données, cesser tout traitement des données et détruire, dans un délai raisonnable, toutes les données dont elles sont encore en possession, dans le respect de leurs obligations légales, réglementaires, comptables, fiscales et sociales qui leur incombent.

Les parties reconnaissent que tout manquement à leurs obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de leur collaboration, sans indemnité. Leur responsabilité sera également susceptible d'être engagée sur la base des articles 226-13 et 226-17 du Code pénal.

Date :

Signatures des parties :

Pour Défi autonomie seniors,  [REDACTED] Responsable régionale	Pour Pas-de-Calais habitat  Bruno Fontalirand, Directeur général
---	---